

ARRETE COMPLEMENTAIRE

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
*Chevalier de la Légion d'Honneur,*

Vu la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de cette loi, notamment son article 18 ;

Vu le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 14759 du 15 décembre 1987 autorisant la Société FISCHER, 62-68 Avenue Voltaire 54300 LUNEVILLE à poursuivre, à cette même adresse, l'exploitation d'ateliers de chaudronnerie et de mécanique ;

Vu le rapport du 22 janvier 1991 de M. l'inspecteur des installations classées ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 24 mai 1991 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1 - La société FISCHER, 62-68, avenue Voltaire 54300 LUNEVILLE devra, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, faire procéder à une étude visant à réduire les nuisances sonores, de manière significative, afin de ne pas dépasser les niveaux sonores admissibles prévus au point 4.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 14.759 du 15 décembre 1987.

ARTICLE 2 - Une copie de l'étude de bruit sera adressée dans les meilleurs délais à M. l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 3 - Les solutions préconisées par cette étude seront soumises à l'avis du conseil départemental d'hygiène avant d'être imposées à l'exploitant.

ARTICLE 4 : En cas de carence de l'exploitant ou de non-respect des délais mentionnés ci-dessus, les sanctions prévues à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 pourront être appliquées à son encontre.

ARTICLE 5 - INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

- 1° - une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de LUNEVILLE et pourra être consultée par toute personne intéressée.
- 2° - un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions complémentaires auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.
- 3° - un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

ARTICLE 6 - Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée (article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée).

ARTICLE 7 - Exécution de l'arrêté

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de LUNEVILLE, M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la Société FISCHER

et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le maire de LUNEVILLE chargé de le porter à la connaissance de son conseil municipal.

NANCY, le 3 JUIL. 1991

le préfet,

Pour ampliation  
Le Directeur de la Réglementation,  
*[Signature]*  
Annie LEBEL



Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire général,

Yves HENRY